

# Observatoire « Russie, Europe orientale et Caucase du Sud »\*

## Débats stratégiques



Centre Russie/NEI

Note n° 32(65)  
Décembre 2021

### Points clés

- Pour résoudre le différend russo-américain concernant le système de défense antimissile des États-Unis, les deux parties devraient au minimum s'engager à partager des informations sur ce sujet.
- L'opacité concernant le fonctionnement du système de défense antimissile balistique russe est préoccupante.
- Le projet de réforme visant à placer les régions sous l'autorité directe de V. Poutine pourrait entraîner un « chaos institutionnel » en cas d'affaiblissement du président.
- L'absence de règlement du conflit russo-ukrainien serait déterminante dans la décision de V. Poutine de se représenter en 2024.

### Nucléaire / Dissuasion

V. Klimov, de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (MEMO), envisage **trois options pour réduire les tensions russo-américaines autour du système de défense antimissile américain** et parvenir à une plus grande stabilité stratégique : 1) souhaitable, mais très peu probable, **un retour à l'accord de 1974**, qui n'autorisait ce type de dispositif que sur un seul site pour chaque partie ; 2) **un traité actualisé** avec des restrictions quantitatives et techniques ; par exemple, une limite de déploiement fixée à 200 missiles intercepteurs stratégiques, d'une vitesse inférieure à 5 km/s ; 3) plus réaliste encore, **un accord sur l'échange régulier d'informations** concernant ces systèmes. En particulier, le projet de Centre d'échange de données pourrait être relancé, et même évoluer vers un centre multilatéral de surveillance des lancements de missiles en temps réel, qui permettrait aux deux pays de se prémunir contre les attaques de pays tiers (*Rossiiskii Sovet po Mejdunarudnym Delam*, 18 novembre 2021).

Tandis que la Russie vient de déployer un satellite d'alerte précoce Toundra, le colonel à la retraite N. Choulguine déplore le manque de transparence sur le bouclier antimissile balistique russe. Le système Toundra peut transmettre un signal pour lancer une frappe en riposte. Or, aucune information n'a été communiquée sur la fiabilité des données ni sur le processus décisionnel en cas de riposte nucléaire (*Nezavisimaja Gazeta*, 25 novembre 2021)

### Élites/évolution du système Poutine

T. Stanovaïa, de *R-Politik*, souligne que **la réforme de l'organisation des pouvoirs publics** (projet de loi adopté par la Douma en décembre) **renforcera drastiquement la « verticale du pouvoir »**. Le texte prévoit un élargissement des prérogatives présidentielles à l'égard des gouverneurs et des parlements régionaux, qu'il pourra respectivement limoger et dissoudre. Cependant, **en cas de crise politique et de baisse de la popularité de V. Poutine, cette construction rigide pourrait fragiliser le système Poutine en générant un chaos institutionnel et des batailles juridiques jusqu'à en accélérer l'effondrement** (*Meduza*, 14 décembre 2021).

## Points clés

- Face au risque d'une bipolarisation du monde, les BRICS doivent proposer une troisième voie, articulant souveraineté, coopération et inclusivité.
- La Russie et la Chine semblent coordonner leurs stratégies vis-à-vis respectivement de l'Ukraine et de Taïwan. Les Etats-Unis n'ont plus les moyens d'empêcher cette convergence.
- Les banques russes doivent agir rapidement face à la menace réelle d'une coupure du système SWIFT. Le développement du SPFS, ou d'autres outils comme le rouble numérique, pourraient permettre de contourner ce type de sanctions.
- Le sommet Poutine-Biden pourrait préfigurer l'ouverture d'un cycle de négociations sur la sécurité européenne dans des conditions favorables à la Russie. Celle-ci pourrait obtenir des garanties contre toute initiative hostile à ses frontières, y compris contre une attaque de l'armée ukrainienne contre les séparatistes du Donbass ; en revanche, il est peu probable que l'OTAN renonce à son expansion.

## Relation avec l'Occident

Selon T. Bordatchev du Club Valdaï, la pandémie de Covid-19, en favorisant les tendances protectionnistes, a privé Washington d'une partie de ses leviers de pression sur ses concurrents ou adversaires. La fenêtre d'opportunité pour mettre un terme à la confrontation entre Washington et Pékin/Moscou s'est refermée sous D. Trump, et les tentatives de J. Biden d'apaiser les relations avec la Russie pour se concentrer sur la Chine peuvent rester vaines, alors que **les manœuvres russes en Europe orientale et chinoises autour de Taïwan apparaissent de plus en plus coordonnées** (*Club Valdaï*, 3 décembre 2021).

D. Trémine, du Centre Carnegie de Moscou, estime qu'à l'issue du sommet Poutine-Biden, les futures négociations entre la Russie et les pays de l'OTAN pourraient permettre de ranimer le Conseil Russie-OTAN, gelé depuis 2014. Parmi les propositions constructives envisageables, **l'Alliance pourrait limiter ses manœuvres et son activité aérienne à proximité des frontières russes, et renoncer à certaines provocations** (comme le passage d'un navire britannique dans la mer Noire près de la Crimée). En revanche, **il est peu probable que l'OTAN accepte de limiter l'expansion de ses infrastructures près des frontières russes**, en particulier en Ukraine (*Vedomosti*, 10 décembre 2021).

Pour A. Gabouïev, du Centre Carnegie de Moscou, le fait que Washington soit disposé à discuter sérieusement des préoccupations sécuritaires de la Russie constitue un grand pas en avant dans la relation bilatérale. De toute évidence, un processus de négociations diplomatiques devrait s'amorcer prochainement. Selon F. Loukianov, rédacteur en chef de *Russia in Global Affairs*, l'annonce d'une future réunion des dirigeants de la Russie et de certains pays de l'OTAN (probablement la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne) marquerait une vraie rupture : d'une part, cela signifierait que **la Russie n'est plus perçue seulement comme un fauteur de troubles, mais aussi comme un acteur de la sécurité européenne** ; d'autre part, **le rôle des petits pays de l'OTAN serait minoré** au profit d'un « noyau dur » susceptible de rendre les négociations plus efficaces. Il n'est cependant pas certain que cette initiative favorable à la Russie aboutisse, car elle rencontrera de fortes résistances, tant au sein de l'Alliance atlantique qu'à Washington (*Kommersant*, 10 décembre 2021).

Selon A. Barbachine, rédacteur en chef de *Riddle*, outre la limitation de certains types d'exercices à proximité des frontières de part et d'autre, **les deux camps auraient intérêt à conclure un nouveau traité sur les forces armées conventionnelles en Europe**, même moins ambitieux que le précédent. Cependant, un tel accord nécessiterait probablement le retrait de certains équipements russes en mer Baltique, à Kaliningrad et en Crimée. Moscou n'aura pas d'autre choix que d'accepter des compromis s'il veut obtenir des garanties (*Riddle*, 13 décembre 2021).

## Sanctions

S. Chakhraï, de l'université sino-russe MGU/BIIT (Shenzen), estime que **les BRICS peuvent apporter un soutien déterminant à leurs pays membres** face aux sanctions américaines, **mais aussi prévenir une bipolarisation du monde** entre Washington et Pékin. À cette fin, ils doivent en particulier développer des mécanismes de coopération financière et numérique garantissant leur autonomie vis-à-vis des États-Unis, sans pour autant imposer de domination chinoise ou russe. Il faut, en outre, activer le format « BRICS+ », qui pourrait fédérer des pays d'Amérique latine,

## Points clés

- La Russie et l’OTAN auraient intérêt à conclure un nouveau traité sur les forces armées conventionnelles en Europe.
- La Russie aurait aussi intérêt à adopter une approche constructive en réduisant son activité militaire près de l’Ukraine et en reprenant les discussions du format « Normandie ».
- Une éventuelle intervention russe dans le Donbass s’effectuerait par des opérations spéciales et des moyens hybrides, et non par le déploiement massif de troupes.
- Les États-Unis maintiennent leur soutien de l’Ukraine, mais Kiev doit proposer sa propre solution au problème du Donbass.

d’Afrique du Nord, d’Asie centrale et orientale, voire d’Europe, autour des sujets de santé (Covid), climat et cybersécurité (*Rossia v Globalnoi Politike*, 8 décembre 2021).

Pour V. Chapovalov, du MGIMO, **la menace de couper la Russie du système SWIFT doit être prise au sérieux et inciter le secteur bancaire russe à trouver rapidement des alternatives.** Le Système de messagerie financière russe (SPFS) est déjà connecté aux plus grandes banques arméniennes, biélorusses, kazakhes, kirghizes et ouzbèkes, mais aussi suisses et allemandes. Un certain délai sera toutefois nécessaire à l’extension du dispositif. Les acteurs du secteur bancaire les plus réactifs bénéficieront des meilleures opportunités. E. Voronkova, de l’université Plekhanov, estime pour sa part que le SPFS est trop peu attractif pour s’imposer (lenteur, faible nombre d’utilisateurs). En revanche, **d’autres options non traditionnelles, comme le futur rouble numérique, pourraient constituer des alternatives prometteuses.** Enfin, A. Touzov, de la société Univer Kapital, souligne qu’**une déconnexion du SWIFT compliquera le contrôle des transactions russes** (*Vedomosti*, 8 décembre 2021, *Nezavisimaja Gazeta*, 16 décembre 2021).

## Ukraine/Donbass

Pour A. Baounov, du Centre Carnegie de Moscou, V. Poutine considère le règlement du conflit russo-ukrainien comme sa mission historique. S’il ne parvient pas à obtenir la mise en œuvre des accords de Minsk, il est probable qu’il se représente en 2024 et qu’il se tourne vers une solution non-diplomatique (*Centre Carnegie de Moscou*, 8 décembre 2021).

Pour A. Kortounov, du Russian International Affairs Council (RIAC), Moscou et Washington sont conscients de leurs limites sur le dossier ukrainien : le premier ne peut pas prendre le risque de s’exposer à de nouvelles sanctions occidentales, potentiellement destructrices pour son économie ; le second ne sera pas en mesure d’aider Kiev en cas de véritable guerre russo-ukrainienne. Les deux doivent désormais adopter une approche responsable : **la Russie doit réduire son activité militaire à la frontière avec l’Ukraine et reprendre les négociations du « format Normandie »**, que pourraient intégrer les États-Unis. Ceux-ci, pour leur part, doivent fermement dissuader l’Ukraine contre toute tentative de règlement par la force du conflit dans le Donbass (*Kommersant*, 9 décembre 2021).

Pour A. Perendjiev, de l’université Plekhanov, **si la Russie décidait d’attaquer l’Ukraine, elle le ferait selon un « scénario surprise », impliquant des méthodes de guerre innovantes, des armes de haute technologie et des forces spéciales.** Elle ne miserait pas sur le déploiement massif de troupes selon les modèles des conflits passés. L’accent serait mis sur les opérations spéciales, le sabotage, les opérations informationnelles et psychologiques. L’usage de la force militaire n’interviendrait que pour consolider les résultats obtenus par le *soft power*. Sous l’effet des politiques occidentales, on ne peut exclure une division de l’Ukraine en deux États, l’Ouest étant intégré à l’OTAN et à l’Union européenne, l’Est devenant une zone tampon entre l’OTAN et la Russie (*Svobodnaia Pressa*, 6 décembre 2021).

L’expert militaire P. Louzine estime que les tensions provoquées par Moscou à la frontière pourraient pousser Kiev à la faute. **En cas de victimes civiles dans le Donbass, l’Occident se détournerait de l’Ukraine, la Russie pourrait mener les séparatistes à la victoire** et obtenir l’application des accords de Minsk aux conditions russes. Moscou pourrait aussi entrer ouvertement en guerre au prétexte de défendre

## Points clés

- Préoccupée par les conditions socio-économiques, la population russe est peu enthousiaste à l'idée d'une guerre contre l'Ukraine.
- Il serait souhaitable que Minsk renforce son intégration financière avec Moscou pour limiter les effets des sanctions occidentales. En parallèle, il devrait s'efforcer de réduire les tensions avec l'Occident.
- Une agression russe contre l'Ukraine depuis le Bélarus prendrait plus probablement la forme d'une opération spéciale et/ou aérienne que d'une invasion terrestre massive.
- Après avoir reconnu l'appartenance russe de la Crimée, Minsk, toujours plus isolé et dépendant de la Russie, continuera probablement sa politique de provocations à l'égard de l'Occident.

les « citoyens russes » de la région (*Riddle*, 6 décembre 2021).

A. Kolesnikov, du Centre Carnegie de Moscou (s'appuyant sur les données de l'Institut de sondages Levada) estime que **la population russe n'est pas prête à s'engager dans une guerre contre l'Ukraine**. L'effet du « consensus de Crimée » s'est dissipé, les préoccupations socio-économiques sont passées au premier plan, la perspective d'un nouveau conflit mondial est la deuxième plus grande crainte des Russes (62 %). En outre, la perception de l'Ukraine varie fortement selon les tranches d'âge : 66 % des Russes de 18 à 24 ans ont aujourd'hui une image positive de ce pays (*Centre Carnegie de Moscou*, 9 décembre 2021).

Pour A. Ijak, de l'Institut des études stratégiques (Kiev), la réunion Poutine-Biden a montré la détermination de ce dernier à empêcher une éventuelle agression militaire russe contre l'Ukraine. Néanmoins, Kiev ne peut compter sur Washington pour résoudre le problème du Donbass. **Alors qu'un nouveau cycle de dialogue russo-américain semble s'annoncer, l'Ukraine doit promouvoir ses propres initiatives**, distinctes des accords de Minsk tels que les envisage la Russie (*ZN.ua*, 8 décembre 2021)

Selon R. Bortnik, de l'Institut ukrainien de politique, et l'économiste A. Kouchtch (Kiev), les mesures du président Zelensky contre l'oligarque R. Akhmetov seront probablement suivies de négociations en vue d'un compromis. **V. Zelensky, déjà très affaibli politiquement, ne peut se permettre un effondrement de l'empire industriel de R. Akhmetov**, qui pourrait inciter ce dernier à fomenter un « nouveau Maidan » et qui, de façon certaine, entraînerait de lourdes conséquences pour l'économie nationale (*Izvestiya*, 10 décembre 2021).

## Bélarus

I. Timofeïev, du RIAC, considère que **les sanctions occidentales adoptées en décembre affecteront sérieusement l'économie bélarusse**, sans toutefois provoquer son effondrement. Les mesures les plus problématiques concernent les exportations de produits pétroliers et de potasse, mais aussi et surtout les sanctions américaines visant les individus, qui risquent de paralyser les échanges avec de nombreux pays. Deux scénarios sont possibles : 1) Minsk pourrait faire « profil bas » jusqu'à l'obtention d'une (probable) diminution des sanctions ; 2) A. Loukachenka pourrait au contraire riposter par de nouvelles manœuvres hostiles, notamment en matière migratoire. Dans ce dernier cas de figure, Minsk s'exposerait à des sanctions supplémentaires et à des pressions occidentales en faveur d'un changement de régime. Quoiqu'il en soit, **la Russie ne sera pas en mesure de pallier les conséquences des sanctions**, mais un renforcement de l'infrastructure financière de l'État de l'Union russo-bélarusse serait souhaitable pour permettre au moins de sécuriser les transactions entre les deux pays (*Club Valdai*, 9 décembre 2021).

Selon I. Levchenko, du New Geopolitics Research Network (Kiev), l'installation de troupes russes au Bélarus sur une base permanente n'est pas à exclure. A. Loukachenka pourrait être rassuré par la présence de *siloviki* russes susceptibles de défendre son régime en cas de troubles. **Une intervention terrestre massive de l'Ukraine par la Russie via le Bélarus semble peu probable**, en raison des contraintes géographiques (forêts, NDLR). En revanche, **Moscou pourrait déployer des agents de renseignement, des groupes de sabotage (*diversionnyye*), et mener des opérations aériennes** depuis ce territoire (*Belarus Security Blog*, 8 décembre 2021).

## Points clés

- Moscou pourrait accompagner la formation de la nouvelle armée afghane afin de gagner une influence durable sur le pays.
- La faible présence économique de la Russie en Serbie y limite son influence politique.
- L'acquisition d'armes serbes par des terroristes syriens doit inciter Moscou à faire preuve de prudence en matière de coopération militaro-technique avec Belgrade.
- Les tensions entre la Chine et Taïwan devraient entraîner une intensification de la coopération militaro-technique avec la Russie.

A. Chraïbman, du Centre Carnegie de Moscou, estime que **la reconnaissance de la Crimée russe par Minsk élimine pour ce dernier toute possibilité de restaurer une politique étrangère équilibrée**. Dans le même temps, compte tenu de l'isolement actuel du Bélarus, cette concession n'a qu'une valeur faible pour la Russie. Extrêmement dépendant de cette dernière, mais n'ayant pas l'intention de renoncer à sa souveraineté, **A. Loukachenka continuera probablement de harceler ses voisins occidentaux** pour obliger le Kremlin à intervenir et à le soutenir. Vis-à-vis de l'Ukraine, l'interdépendance économique et énergétique (Minsk exporte 40 % de ses produits pétroliers à Kiev) empêche une rupture complète des liens (*Centre Carnegie de Moscou*, 2 décembre 2021).

### Afghanistan

V. Chouryguine, expert militaire et rédacteur-en-chef adjoint de *Zavtra*, estime que **la Russie aurait intérêt à contribuer à la mise en place de la nouvelle armée régulière afghane** voulue par le régime. Elle pourrait vendre des hélicoptères à Kaboul, qui manque de moyens aériens, mais aussi s'impliquer dans la structuration de l'armée et la formation des officiers. L'inclination prorusse actuelle des talibans constitue une opportunité à cet égard. Moscou acquerrait ainsi une influence pérenne sur l'Afghanistan (*Gazeta.ru*, 2 décembre 2021).

### Balkans

La journaliste indépendante spécialiste des Balkans **Ioulia Petrovskaïa** considère que **le poids économique de la Russie est trop faible pour lui permettre d'infléchir l'orientation pro-européenne de la Serbie**. Il est peu probable que Belgrade accepte de faire des concessions susceptibles de contrarier les Occidentaux, comme la reconnaissance de la Crimée, une prise de distance avec l'OTAN ou encore l'octroi d'un statut diplomatique au Centre humanitaire russo-serbe de Nis (que l'Occident soupçonne d'héberger des espions et militaires russes). La réduction du prix du gaz russe accordée par la Russie à la Serbie lui permettra, tout au plus, de conserver sa place de partenaire significatif, aux côtés de l'UE et de la Chine (*Riddle*, 3 octobre 2021).

Pour R. Poukhov, du Centre d'analyse des stratégies et des technologies (CAST), **la fourniture d'armes serbes aux groupes terroristes syriens** (par l'intermédiaire d'autres pays dont l'Arabie saoudite), dictée par l'appât du gain de Belgrade, **constitue le principal obstacle au renforcement de la coopération militaro-technique russo-serbe**. En outre, la Serbie constitue désormais un concurrent sérieux de la Russie sur le marché des ventes d'armes. Il n'y a pas lieu de lui proposer des tarifs préférentiels. L'amitié entre les deux pays incite à renforcer la coopération, mais Moscou doit adopter une approche ferme et pragmatique (*Tsentr Analiza Strategii i Tekhnologii*, 25 novembre 2021).

### Asie

Pour V. Kachine, du Haut collège d'économie, **la perspective d'un affrontement militaire avec Taïwan poussera probablement la Chine à accélérer son réarmement en se tournant vers la Russie**, compte tenu des lenteurs de sa propre industrie militaire. Dans certains domaines (systèmes de défense antiaérienne, missiles antiradars, armes aériennes de haute précision), les deux pays disposent d'une vaste expérience de coopération. Moscou pourrait aussi vendre à Pékin des hélicoptères de combat modernes, tels que le Ka-52K, ainsi que des systèmes de protection active pour véhicules blindés, entre autres (*Tsentr Voenno-Politicheskikh Issledovanii*, 6 décembre 2021).

Commenté [MYA1]: Quel est son prénom ?

## Points clés

- L'approfondissement du partenariat russo-indien reposera sur la capacité de Moscou à dissiper les craintes géopolitiques réciproques, à impliquer New Delhi dans le projet de Grande Eurasie et les dossiers régionaux, et à développer la coopération économique bilatérale.
- La rentabilité d'un maintien de la présence russe au Mali *via* le groupe Wagner serait contestable.
- Les sanctions européennes contre Wagner auront peu de répercussions sur le financement et les activités de celui-ci.
- Le risque de sanctions américaines contre le Soudan pourrait inciter celui-ci à accélérer l'installation d'une base navale russe dans le pays.

2021).

Selon D. Trénine, **pour préserver et développer son partenariat avec l'Inde, la Russie devrait tout d'abord initier un dialogue approfondi sur les sujets de tension** – en particulier, d'une part, sur la stratégie indopacifique de New Delhi ; d'autre part, sur les relations entre Moscou et Pékin/Islamabad. Une fois les inquiétudes réciproques dissipées, la Russie pourrait impliquer l'Inde dans son projet de Grande Eurasie, à condition de développer la dimension maritime de ce concept, qui reste très continental. Par ailleurs, la Russie pourrait jouer un rôle clé au sein du triangle Russie-Inde-Chine (RIC) et des instances régionales, afin de désamorcer les tensions entre Pékin et New Delhi et favoriser leurs interactions positives. En outre, **sur les dossiers régionaux, la Russie doit traiter l'Inde comme un partenaire privilégié, et non la maintenir à l'écart** des discussions comme elle l'a fait sur l'Afghanistan. Des approches cohérentes peuvent aussi être mises en œuvre sur les nouveaux problèmes mondiaux, de la gestion des pandémies à la transition énergétique. Au niveau strictement bilatéral, **la Russie doit poursuivre la coopération militaro-technique**, en misant tout particulièrement sur les projets conjoints ; l'Inde a beaucoup à lui apporter en matière de hautes technologies, notamment dans le domaine de l'information. Plus largement, **la coopération économique doit être sensiblement renforcée** (*Centre Carnegie de Moscou*, 6 décembre 2021).

A. Kouprianov, de l'IMEMO, estime que le sommet du 6 décembre entre V. Poutine et N. Modi envoie plusieurs signaux : Moscou réaffirme l'importance du partenariat russo-indien, et New Delhi – son indépendance vis-à-vis de Washington. Les livraisons de S-400 russes à l'Inde ont commencé et la rencontre devrait encore « doper » les relations commerciales entre les deux pays (*Izvestia*, 6 décembre 2021).

## Afrique

Pour le journaliste de *Nezarissimaïa Gazeta* Iou. Sigov, **il n'est pas certain que le déploiement au Mali de la société militaire privée (SMP) Wagner présente un réel intérêt pour la Russie**. Le montant du contrat annoncé, de 9 millions d'euros par mois, est relativement faible, et les autorités maliennes négocient une réduction supplémentaire. La rentabilité des licences d'exploitation minière que Bamako propose au groupe est incertaine : les mines du pays étant déjà gérées par d'autres pays, Wagner devra concevoir les siennes *ex nihilo*, conduire des travaux géologiques, etc. Enfin, rien n'indique que le groupe soit en mesure de mener la lutte anti-djihadistes plus efficacement que l'armée française (*Nezarissimaïa Gazeta*, 28 novembre 2021).

V. Vassiliev, stratégeste politique et spécialiste de l'Afrique de l'Ouest, et I. Timofeïev, du RIAC, estiment que **les sanctions européennes contre Wagner n'entraveront pas les activités de la société militaire privée**, puisqu'elles n'ont pas de portée extraterritoriale. Ces sanctions n'empêcheront pas le groupe de recevoir des financements, y compris, de manière détournée, via les pays tiers. D'un point de vue logistique, Wagner est parfaitement autonome, donc invulnérable aux sanctions. Celles-ci sont également peu susceptibles d'inquiéter les gouvernements clients au Mali, en République centrafricaine ou au Soudan, qui ont peu à perdre en termes de réputation internationale. Ces sanctions sont donc plus symboliques qu'opérationnelles (*Vedomosti*, 13 décembre 2021).

Selon K. Semenov, du RIAC, **le projet de base militaire russe au Soudan représente une opportunité pour le nouveau gouvernement soudanais de**

## Points clés

- La Russie ne suspendra pas ses livraisons de gaz vers l'UE, mais refusera d'augmenter ponctuellement les volumes si le lancement du Nord-Stream 2 n'est pas accéléré.

**limiter l'impact de potentielles sanctions occidentales** à son encontre. La détérioration des relations entre Washington et Khartoum pourrait aussi favoriser l'implantation d'« acteurs non-étatiques » (SMP, NDLR) russes au Soudan (*Nezarissimaia Gazeta*, 8 décembre 2021).

## Énergie

Pour S. Mitrakhovitch, expert de la Fondation nationale pour la sécurité énergétique, contrairement à ce qu'annoncent certains scénarios occidentaux, **la Russie n'interrompra pas ses livraisons de gaz vers l'Europe**, à moins d'une guerre de grande ampleur. En revanche, elle refusera de fournir plus de gaz que prévu par les accords de long terme tant que l'UE n'accélérera pas le lancement du Nord Stream 2 (*Nezarissimaia Gazeta*, 16 décembre 2021).

---

\*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.